



**EURODÉFENSE - FRANCE**

**Compte rendu de l'intervention de Monsieur Claude Bébéar  
Président d'honneur d'AXA  
"L'Europe nécessaire et l'Europe possible"  
Petit Déjeuner du Mercredi 5 juin 2014**

**L'EUROPE NECESSAIRE**

À l'échelle du monde, la France est devenu un pays moyen, malgré son grand passé au sein d'une civilisation, marquée par le christianisme, qu'elle partage avec les autres pays européens. Elle ne retrouvera donc une force qu'à travers l'Europe.

Pour que l'Europe existe, il faut réunir **au minimum** les conditions suivantes :

- Une vraie volonté de construction européenne de la part des dirigeants européens
- Une politique étrangère commune et une vraie puissance militaire européenne
- Une économie forte, par l'addition d'économies nationales relativement intégrées, et non par l'addition d'économies juxtaposées comme c'est le cas actuellement
- Une monnaie commune et une solidarité financière liant les Etats
- Une langue commune, qui ne peut être que l'Anglais dans la situation actuelle
- Des législations nationales qui reposent sur un socle de principes communs, même s'ils peuvent différer sur des points secondaires (comme entre les Etats des Etats-Unis)
- Des politiques de citoyenneté et d'immigration claires, permettant de suppléer efficacement au déficit démographique de l'Europe

Au-delà de ce minimum, pour aller plus loin **il faudrait en outre** :

- Une politique énergétique commune visant à assurer une certaine indépendance de l'Europe, notamment vis-à-vis de la Russie, comme De Gaulle l'a fait pour la France avec le nucléaire et comme les E-U le font avec le gaz de schiste
- Des politiques fiscales cohérentes (comme c'est le cas entre les E-U et le Canada, par exemple) et des budgets nationaux compatibles entre eux
- Une politique sociale plancher
- La volonté d'harmoniser les éducations ; en particulier, inverser le déclin du système éducatif français (cf classement Pisa) en assurant :
  - Une éducation primaire dont on sorte en sachant lire et compter - ce qui n'est pas le cas pour 150.000 jeunes par an
  - Une politique de formation au-delà du primaire menant à un emploi réel

- Une politique démographique, complétée par une politique d'immigration choisie et par la volonté d'intégrer ces immigrés, comme les Américains le font en leur enseignant l'histoire et la culture des E-U
- Développer des projets industriels communs, en ne craignant pas d'appliquer la préférence européenne

... tout en respectant le principe essentiel de subsidiarité.

Dans la situation actuelle, M Bébéar dresse le **constat** suivant pour l'Union Européenne :

- Absence de visibilité (pas de dirigeant identifié clairement)
- Pas de politique étrangère commune ni de politique de défense commune.
- La puissance économique de l'Europe, que l'on caractérise comme l'addition des PIB des pays membres, n'est qu'une construction intellectuelle
- L'UE est le No 1 du commerce mondial avec 15%, mais agit en ordre dispersé
- Les accords de Schengen ne permettent pas de lutter contre l'immigration clandestine

Du côté positif:

- La monnaie commune a évité à la zone Euro une explosion des taux d'intérêt (selon l'Institut Montaigne, le retour au Franc entraînerait une baisse du PIB de 12%)
- L'agence spatiale Européenne, la BCE, Airbus, Erasmus et la PAC sont des succès.

## L'EUROPE POSSIBLE

### Que peut-on faire pour renforcer l'UE a court ou moyen terme?

- Faire exister le Conseil européen et aussi le Parlement. Il est important de mettre fin au monopole des fonctionnaires de la Commission en matière d'initiative législative. Il faut donner du pouvoir au Conseil de l'UE et à son président. Pour être crédible et efficace, ce président devrait être élu pour 5 ans et avoir un poids politique (par ex. être choisi parmi les chefs d'Etat des pays membres)
- Que le Conseil définisse une politique étrangère (« maison de l'Europe » dans les capitales étrangères, puis commencer à fusionner des ambassades de membres de l'UE )  
et une politique de défense commune (avec règles de partage des efforts en cas d'opération extérieure - ou des coûts en cas de non-participation)
- En matière énergétique, arrêter la contradiction écologiste du « ni CO2, ni nucléaire » et mener au moins les recherches nécessaires sur les gaz de schiste
- Renforcer la gouvernance de la zone Euro et créer une norme comptable européenne afin de s'affranchir des normes comptables américaines. Les américains, souvent à l'origine des crises économiques, édictent des normes internationales qu'ils ne s'imposent pas à eux-mêmes.
- Renforcer l'axe franco-allemand et accepter que l'Europe se construise à des vitesses variables par groupes de pays (Europe à « géographie variable ») autour de ce noyau dur. En particulier, appliquer en France les méthodes qui ont fait leurs preuves en Allemagne en matière d'éducation et d'emploi et exporter la politique familiale française dans le reste de l'UE
- Communiquer sur ce que l'Europe apporte à ses citoyens, et inciter les hommes politiques à parler de l'Europe. Par exemple, faire en sorte que le rapporteur d'un projet de loi doive situer cette loi dans son cadre européen.

## **Principales remarques de la séance de questions-réponses**

- Il faut vivre avec les traités existants. Soumettre de nouveaux traités à referendum ne conduirait qu'à des votes sanction. Mais on peut déjà faire beaucoup mieux avec les traités actuels.

La BCE en est un parfait exemple : M Draghi a fait des choses réputées interdites par les traités (rachat de dettes publiques)

- Les démographies européennes sont inquiétantes ; on peut faire beaucoup au niveau des politiques familiales.

- En matière de défense tout doit être fait au niveau européen, mais, en économie, le niveau régional doit prédominer, car le dynamisme économique est très variable selon les régions. Il en va de même des groupes industriels : le holding donne les impulsions, mais la réalisation est du ressort des filiales.

- L'UE doit trouver un mode de coexistence avec la Russie face à la Chine.

- Les relations des chefs d'entreprise et des politiques sont difficiles : il s'agit de métiers bien spécifiques. Mais ils ne doivent pas partir en ordre dispersé à l'extérieur : il y a déjà une certaine entraide, mais on doit faire beaucoup mieux.

- Le rôle de l'Institut Montaigne : aider à la réforme de chaque politique publique, en particulier en tirant parti de l'expérience du privé et des autres pays.